

# RD50a Maîtrise d'œuvre pour l'aménagement paysager du parking du Monastère des Voiron

## Règlement de la consultation (RC)

Consultation n°  
Date limite de remise des  
plis

2024M0520

**21/05/2024 à 12:00**

**ATTENTION : REMISE DES PLIS PAR VOIE ELECTRONIQUE EXCLUSIVEMENT**

## 1. OBJET DU CONTRAT

### ■ Acheteur :

#### DEPARTEMENT DE LA HAUTE SAVOIE

DGA Infrastructures et Mobilités - DT. Arrondissement de Bonneville

Représentant : M. Martial SADDIER Président du Conseil départemental de la Haute-Savoie

Adresse : BAT. DES SERVICES DEPARTEMENTAUX

1 RUE DU 30ème R.I.

CS 32444

74041 ANNECY CEDEX

Téléphone : 04.50.33.50.00

Site internet : <http://www.hautesavoie.fr>

### ■ Description de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : RD50a Maîtrise d'œuvre pour l'aménagement paysager du parking du Monastère des Voirons.

Etudes de conception et suivi de travaux comprenant les missions AVP; PRO/ACT; VISA/DET/AOR

| Code CPV   | Libellé CPV                       |
|------------|-----------------------------------|
| 71420000-8 | Services d'architecture paysagère |

### ■ Caractéristiques principales du contrat :

|                     |  |
|---------------------|--|
| Objet du contrat    | RD50a Maîtrise d'œuvre pour l'aménagement paysager du Parking du Monastère des Voirons |
| Acheteur            | DEPARTEMENT DE LA HAUTE SAVOIE   |
| Type de contrat     | Marché ordinaire de services   |
| Structure           | Lot unique - 3 phases  |
| Lieu d'exécution    | RD50a Commune de BOEGE   |
| Délai               | Variable selon les prestations du contrat  |
| Pénalités de retard | $P = V \times R / 3000$  |
| Variation des prix  | Prix révisibles selon la formule $P = P(o) [ING(n)/ING(o)]$                            |
| Nature des prix     | Prix unitaires   |

### ■ Allotissement et structure de la consultation :

La consultation n'est pas décomposée en lots.

Le contrat est décomposé comme suit :








| Type  | Objet, délai   |
|-------|--|
| Phase | Phase n°1 AVP : 1 mois à compter de la notification du contrat     |
| Phase | Phase n°2 PRO/ACT : 15 jours à compter de l'OS de démarrage        |
| Phase | Phase n°3 VISA/DET/AOR : 6 semaines à compter de l'OS de démarrage |

## 2. CARACTÉRISTIQUES DE LA PROCEDURE

### Procédure de passation :

Procédure adaptée ouverte (Articles R2123-1 1° - Inférieure au seuil des procédures formalisées - Code de la commande publique).

■ **Déroulé de la procédure et planning indicatif :**

|   |  |              |
|---|--|--------------|
|  | Publication de la consultation   | avril 2024   |
|  | Retrait du dossier de consultation, élaboration et remise de l'offre par le candidat | mai 2024     |
|  | Ouverture des plis, examen des candidatures et des justificatifs                     |              |
|  | Analyse des offres, demandes de précisions éventuelles                               |              |
|  | Classement des offres et attribution du contrat                                      | Fin mai 2024 |
|  | Information des candidats non retenus  |              |
|  | Signature et notification du contrat   | Début juin   |

■ **Modalités de retrait du dossier de consultation :**

Le dossier de consultation est disponible de manière électronique à l'adresse suivante : [www.hautesavoie.fr](http://www.hautesavoie.fr) - Rubrique Marché publics - Référence de l'avis n°2024M0520.

Les soumissionnaires devront s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

**L'ensemble des échanges en cours de consultation (demande de précisions...) se fera via la plateforme de dématérialisation. Il appartient à chaque candidat d'indiquer une adresse courriel valide et opérationnelle pour permettre ces échanges.**

■ **Dossier de consultation**

Le dossier de consultation contient les documents suivants :

- les DC1 et DC2 vierges
- le règlement de la consultation (RC)
- le contrat simplifié
- le Bordereau des Prix Unitaires (BPU)
- le Détail Quantitatif Estimatif (DQE)
- le programme de l'opération

L'acheteur se réserve le droit d'envoyer au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres des modifications de détail sur le dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

■ **Délai de validité des offres :**

Le délai de validité des offres est de 120 Jour(s) à compter de la date limite de réception des offres.

■ **Communication et échanges d'informations par voie électronique :**

Les communications et échanges s'effectueront pendant toute la consultation par voie électronique par le biais du profil acheteur à l'adresse suivante : <https://www.hautesavoie.fr>.

### 3. PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS

#### ■ Réponse et groupement :

Aucune forme particulière de groupement n'est imposée après attribution.

En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles, en application de l'article R2142-24 du Code de la Commande Publique.

#### ■ Variantes :

Les **variantes à l'initiative des candidats** ne sont pas autorisées. Si une variante est néanmoins présentée par un candidat, la variante seule serait rejetée et serait examinée uniquement l'offre de base, sous réserve de la possibilité de son identification.

#### ■ Contenu des plis et conditions de participation :

A l'appui de leur candidature, les candidats doivent fournir les documents suivants :

##### Situation juridique :

| Document                  | Descriptif  |
|---------------------------|---|
| Lettre de candidature     | Une lettre présentant la candidature accompagnée des pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat ainsi que, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour représenter les co-traitants (DC1). |
| Redressement judiciaire   | Si le candidat est en redressement judiciaire, il peut joindre la copie du ou des jugements prononcés à cet effet permettant d'apprécier la poursuite de l'activité.  |
| Interdiction de concourir | Une déclaration sur l'honneur que le candidat ne fait pas l'objet d'une interdiction de concourir en application des articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du Code de la commande publique (DC1).  |

##### Capacité économique et financière :

| Document                       | Descriptif  |
|--------------------------------|---|
| Déclaration chiffre d'affaires | Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles. |

##### Capacités techniques et professionnelles :

| Document                              | Descriptif   |
|---------------------------------------|--|
| Déclaration des effectifs du candidat | Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des trois dernières années.  |
| Qualification professionnelle         | Des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants ou tout autre document équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres  |
| Références en services                | Une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique. |

Le candidat peut remettre un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français en lieu et place des documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ainsi que des capacités techniques et professionnelles.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

En cas de cotraitance, chacun des membres du groupement doit présenter l'intégralité des documents permettant de vérifier sa situation juridique et les documents nécessaires pour prendre en compte la ou les compétence(s) demandée(s).

Si l'entreprise envisage, dès sa candidature, de sous-traiter une partie de sa prestation, elle devra joindre :

- Les capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction prévue aux articles R2143-6 à R2143-10 du Code de la commande publique et R2193-1 Code de la commande publique
- Le contrat de sous-traitance ou à défaut un engagement écrit du ou des sous-traitants

L'offre des candidats est composée des documents suivants :

| Document                              | Descriptif   |
|---------------------------------------|--|
| Le contrat simplifié                  | Document dûment complété et daté   |
| Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) | Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) complété.  |
| Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) | Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) complété.  |
| Un mémoire technique                  | Le mémoire technique établi par le candidat devra renseigner : <ul style="list-style-type: none"><li>- L'organisation et les moyens mis en œuvre pour la mission ;</li><li>- La méthodologie de réalisation des prestations permettant d'appréhender la bonne compréhension de la mission.</li></ul> |

L'intégralité des documents relatifs au contenu de l'offre et listés ci-dessus doit être fournie à peine d'absence de conformité. Les informations manquantes dont la régularisation ne modifiera pas les caractères substantiels de l'offre pourront être redemandées dans un délai bref.

Sur demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire pressenti présentera l'exemplaire papier du contrat, complété, daté et signé par le(s) représentant(s) qualifié(s) du/des prestataires, afin de permettre la signature de cette pièce par le pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'examiner les offres avant les candidatures.

En outre, pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le candidat devra joindre, en plus de la déclaration du candidat (DC4):

- Les capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics, prévue aux articles R2143-6 à R2143-10 du Code de la commande publique et R2193-3 du Code de la commande publique

A défaut ces pièces devront être fournies lors de la mise au point du contrat en vue de l'agrément du sous-traitant.

■ **Modalités de remise des plis :**

Les offres doivent être déposées avant les dates et heures limites indiquées en page de garde, de **manière électronique** sur le profil d'acheteur : <https://www.hautesavoie.fr> - Rubrique Marché publics - Référence de l'avis n°2024M0520 suivant les conditions définies à la rubrique 6 du présent règlement. La transmission des plis avant les date et heure limites de la consultation est effectuée sous la seule responsabilité des candidats. Il leur est fortement conseillé de procéder au dépôt suffisamment à l'avance avant l'heure de clôture en particulier si les plis sont volumineux. En cas de dépôts successifs il est recommandé que le dernier dépôt contienne l'ensemble des pièces exigées.

Les entreprises peuvent transmettre **une copie de sauvegarde** de leurs plis remis par voie électronique dans les conditions prévues à l'arrêté du 14 décembre 2009 et à l'article R2132-11 du Code de la commande publique.

La copie de sauvegarde peut être remise :

en main propre ou par voie postale, à l'adresse ci-dessous et par tout moyen permettant de donner date certaine :

DEPARTEMENT DE LA HAUTE SAVOIE  
Arrondissement de BONNEVILLE  
9 Rue Paul Verlaine  
BP 223  
74304 CLUSES CEDEX

Les propositions doivent être remises en euros et rédigées en langue française. Si les propositions sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français.

**ATTENTION : Seules les copies de sauvegarde peuvent être remises par voie papier.**  
Toute autre remise papier sera considérée comme irrégulière et, par conséquent rejetée.  
L'ensemble des échanges en cours de consultation (demande de précisions...) se fera via la plateforme de dématérialisation du Département (MPI). Il appartient à chaque candidat d'indiquer une adresse courriel valide et opérationnelle pour permettre ces échanges.

## 4. JUGEMENTS DES OFFRES ET ATTRIBUTION

■ **Critères de sélection des candidats :**

Les candidatures sont analysées et sélectionnées en fonction des critères suivants :

| Critères                       | Complément |
|--------------------------------|------------|
| 1 – Capacités financières      |            |
| 2 – Capacités professionnelles |            |
| 3 – Capacités techniques       |            |

## ■ Critères de jugement des offres :

Les offres sont analysées et classées en fonction des critères suivants :

| Critère et pondération           | Descriptif   |
|----------------------------------|--|
| 1. Prix (60 %)                   |  |
| 2. Valeur technique (40 %)       |  |
| Sous-critère 1<br>Sous-critère 2 | Organisation et moyens mis en œuvre pour la mission – 20 points<br>Méthodologie de réalisation des prestations permettant d'appréhender la bonne compréhension de la mission – 20 points |

Méthode d'analyse :

### Prix

Le critère prix sera évalué à partir de la formule suivante :

Note de l'entreprise  $i = 60 \times (\text{Montant de l'offre la moins-disante} / \text{Montant de l'offre de l'entreprise } i)$

### Valeur technique

La valeur technique sera évaluée au regard des éléments fournis dans le mémoire technique produit par le candidat :

Chaque sous-critère sera noté sur une échelle de 0 à 3 selon le barème suivant :

Document ou informations non fournies : 0 point

Peu satisfaisant, répond peu ou partiellement aux exigences minimales : 1 point

Satisfaisant, répond aux exigences minimales sans détailler : 2 points

Très satisfaisant, répond parfaitement aux exigences minimales et montre une approche adaptée : 3 points

La note maximum de 40 est attribuée au candidat ayant obtenu la meilleure note technique évaluée. Les notes des autres candidats seront recalculées en fonction de la formule suivante :

Note calculée de l'entreprise  $i = 40 \times (\text{note technique évaluée de l'entreprise } i / \text{la meilleure note technique évaluée})$

La note totale du candidat est la somme de la note prix et de la note technique calculée.

En cas d'égalité sur la note globale, le candidat ayant obtenu la meilleure note sur le critère prépondérant, en l'occurrence le critère prix, obtiendra la première place.

## Les offres sont rejetées sans être classées dans les cas suivants :

|                          |  |
|--------------------------|--|
| Offre hors délai         | Lorsque le pli est reçu par l'acheteur après la date et l'heure limite fixées dans la consultation.  |
| Offre anormalement basse | Le prix est manifestement sous-évalué, de nature à compromettre la bonne exécution du contrat, et le fournisseur n'apporte pas de justification du prix après demande de l'acheteur, notamment au regard du mode de fabrication, de la solution technique, de l'originalité, de la réglementation applicable ou d'une aide d'Etat. |
| Offre inappropriée       | L'offre est sans rapport avec les besoins ou exigences exprimés par l'acheteur.  |
| Offre irrégulière        | L'offre ne respecte pas les exigences formulées pour la consultation, est incomplète ou méconnaît la législation applicable en matière sociale ou environnementale malgré une éventuelle demande de régularisation par l'acheteur.   |
| Offre inacceptable       | Le prix excède les crédits budgétaires alloués par l'acheteur au contrat.  |

## ■ Traitement des erreurs :

Pour les prix unitaires, en cas de discordance constatée dans une offre, et sauf erreur manifeste, les indications, en lettres le cas échéant, portées sur le bordereau des prix unitaires prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence.

Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans ce détail estimatif seront également rectifiées et c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en considération pour le jugement des offres.

En conséquence, le montant de l'offre figurant à l'acte d'engagement sera modifié en tenant compte des indications qui précèdent.

#### ■ Recherche des offres anormalement basses :

L'attention du candidat est attirée sur le fait que le Département procède à une recherche systématique des offres anormalement basses dès lors que le contexte concurrentiel le permet. Dans ce cadre, la détection d'une offre potentiellement anormalement basse donne lieu à interrogation du candidat qui dispose alors de cinq jours ouvrés maximum pour justifier son offre.

#### ■ Négociations :

Les négociations ne sont pas autorisées pour cette consultation.

#### ■ Justificatifs à fournir par l'attributaire :

Conformément à l'article R2144-7 du Code de la commande publique, le candidat pressenti ne saurait être désigné définitivement comme attributaire du contrat qu'à la condition de produire, dans un délai de 8 jours ouvrés à compter de la réception de la demande par le pouvoir adjudicateur, les certificats et attestations prévus aux articles R2143-6 à R2143-10 du code de la commande publique :

- Une attestation de fourniture de déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au cocontractant et datant de moins de six mois (article L243-15 du code de sécurité sociale) couvrant également la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'emploi des travailleurs handicapés prévus aux articles L5212-2 à L5212-5 du code du travail ;
- Les attestations délivrées par les administrations compétentes prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales. Les candidats établis à l'étranger produisent un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine ;
- Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
  - a. Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ou le numéro unique d'identification délivré par l'INSEE;
  - b. Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
  - c. Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes physiques ou morales en cours d'inscription.
- Une attestation sur l'honneur indiquant l'emploi ou non de salariés étrangers et, dans l'affirmative, la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L 5221-2 du code du travail en précisant pour chaque salarié sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

## 5. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres, leurs questions adressées sur la plate-forme du pouvoir adjudicateur à l'adresse suivante : <https://www.hautesavoie.fr> – Rubrique Marchés publics – Référence de l'avis : 2024M0520.

La réponse est adressée au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres à tous les candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sous réserve d'avoir indiqué un courriel valide.



## 6. CONDITIONS GENERALES D'UTILISATION D'AWS-ACHAT

Les conditions générales d'utilisation de la plateforme sont accessibles sur le lien suivant :

<http://www.marches-publics.info/kiosque/conditions-generales.pdf>

| Recommandations pour le dépôt des plis : |   |
|--|---|
| Formats acceptés                         | WORD, EXCEL, ACROBAT, ZIP .<br>Les éventuels fichiers compressés (zip, ...) ne doivent contenir que ces formats.  |
| Taille des plis                          | Dépôt de plis, taille recommandée : 50 Mo<br>Dépôt de plis > à 500 Mo, vérifiez vos préalables techniques.<br>Dépôt de plis > 3 Go, limites informatiques sévères, le dépôt peut être anormalement long (voire impossible). |
| Signature électronique                   | Facultative   |
| Arborescence des plis                    | Chaque dossier peut contenir deux sous niveaux de dossier maximum.  |
| Nommage des fichiers                     | Evitez les noms longs : Windows est limité à 256 caractères pour la longueur totale d'un chemin.  |

**Anticiper le dépôt effectif des plis au minimum 24 heures avant l'expiration.**

### Utilisation des données à caractère personnel fournies dans le cadre de la présente consultation :

L'acheteur s'engage à garantir la confidentialité des informations communiquées par les opérateurs économiques notamment en matière industriel et commercial. Conformément au règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel du 27 avril 2016, les opérateurs économiques sont avisés que les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les informations collectées dans le cadre de la présente consultation sont exploitées uniquement à des fins de vérification de conformité, d'analyse des candidatures et des offres présentées, de suivi et de traçabilité de la procédure.

**Communication aux tiers :** Les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les documents fournis dans le cadre de la présente consultation ne seront jamais communiquées à des tiers non-habilités et hors des objectifs précédemment rappelés.

**Droits d'accès, de rectification, de suppression :** Conformément au règlement (UE) 2016/679, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des informations qui les concernent. Elles peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données. L'exercice de ces droits ne peut être effectué en premier lieu qu'auprès du service acheteur visé au présent règlement de consultation, le cas échéant l'acheteur mandataire du groupement, puis, si nécessaire, auprès du délégué de la protection des données désigné comme tel par l'acheteur : [donneespersonnelles@hautesavoie.fr](mailto:donneespersonnelles@hautesavoie.fr) ou enfin, directement auprès de la CNIL ([www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)).

**Durée de conservation des données personnelles :** Les données personnelles sont conservées au même titre et conditions d'archivage que celles prévues aux articles R2184-12 et R2184-13 du Code de la commande publique.



### Documents et liens utiles :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)

[Formulaires candidats \(DAJ\)](#)

[Médiateur des entreprises](#)

[CCAG Prestations intellectuelles du 30 mars 2021](#)

[RC\\_2023\\_09\\_19](#)